

LA CRISE AGRICOLE

Ces dernières années, la production agricole mondiale n'a cessé de dépasser la demande effective, ce qui a entraîné le gonflement des stocks et le déclin des cours internationaux. Le phénomène est observé pour la plupart des principaux produits agricoles faisant l'objet d'échanges internationaux. Depuis 1981, les stocks se sont accrus de 85 p. cent et atteignent maintenant un volume équivalent à deux années d'échanges internationaux. Pendant ce temps, les cours internationaux du blé ont chuté de près de moitié.

Les agriculteurs exposés à cette baisse des cours mondiaux ont vu leur situation financière sérieusement aggravée. La progression très rapide des coûts des programmes de soutien agricole a modifié considérablement la trésorerie des pays.

La communauté internationale tente de cerner les causes fondamentales du problème. On considère que la principale cause est l'encouragement à la surproduction que créent les programmes de soutien agricole. Les mesures de soutien des prix et du revenu des agriculteurs comptaient pour plus de 80 p. cent de toute l'aide gouvernementale que les pays de l'OCDE ont accordée à l'agriculture entre 1979 et 1981. Depuis, les écarts entre les cours mondiaux et les prix de soutien internes se sont nettement élargis.

La situation a été aggravée au cours de dix dernières années par un ralentissement de la demande lié à la situation économique mondiale et à une nouvelle augmentation des stocks attribuable aux progrès technologiques dans les pays développés, et par l'accroissement de la production dans certains pays en développement.

Certaines politiques agricoles sont particulièrement dommageables à l'économie agricole internationale. En 1977, la CE enregistrait un déficit céréalier de 24 millions de tonnes métriques. Des prix de soutien agricole élevés ont transformé ce déficit en un excédent de 14 millions de tonnes métriques en 1986; c'est là un changement de 38 millions de tonnes métriques dans le solde céréalier de la CE en moins d'une décennie. De récents changements aux politiques américaines ont eux aussi eu une incidence fort négative sur les prix internationaux, surtout ceux des céréales. Les États-Unis ont sensiblement intensifié leur utilisation des subventions à l'exportation, qui tendent à ramener les cours mondiaux même en deçà des prix pratiqués sur le marché américain.

La crise agricole a suscité une attention politique accrue dans tous les pays, comme en témoignent:

- l'initiative du Canada de faire inclure l'agriculture à l'ordre du jour des Sommets économiques de 1986 et 1987;
- l'initiative canadienne d'instituer des réunions périodiques des ministres des principaux pays exportateurs de blé;
- la création par l'Australie (en 1986) du Groupe de Cairns des exportateurs agricoles;
- l'inclusion, pour la première fois, de toutes les politiques agricoles touchant le commerce à l'ordre du jour de la nouvelle ronde de Négociations commerciales multilatérales lancée en septembre dernier en Uruguay sous l'égide de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT);
- la publication (en 1982) d'une grande étude de l'OCDE sur l'incidence commerciale des politiques agricoles.

Il semble maintenant y avoir un assez bon consensus international sur la nécessité de modifier sensiblement les politiques agricoles. Les participants à la Réunion ministérielle de l'OCDE ont adopté des principes de réforme ayant pour objet à long terme de laisser le marché influencer lui-même l'orientation de la production agricole. Ils ont aussi invité les pays membres à s'abstenir de toute action qui risquerait d'assombrir le climat des négociations à la nouvelle ronde du GATT, qu'ils considèrent comme le mécanisme le plus susceptible d'apporter les changements fondamentaux qui s'imposent.

Le Sommet de Venise offre aux dirigeants l'occasion de renforcer les engagements de l'OCDE à l'égard de solutions à court et à long termes et d'étudier des moyens précis pour faire progresser rapidement les négociations commerciales multilatérales sur l'agriculture.